

Le pouvoir aux travailleurs

17 Mai 2009

N° 154

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

<u>SOMMAIRE</u>	PAGES
<u>EDITORIAL :</u>	
- LES CLASSES PAUVRES N'ONT PAS D'ILLUSIONS À SE FAIRE SUR LES ELECTIONS PRESIDENTIELLES ANNONCEES	2 - 3
- NOUVELLE "TREVE SOCIALE" QUI EN DIT LONG SUR LE MEPRIS DE LA CLASSE DIRIGEANTE ENVERS LA CLASSE LABORIEUSE	4
- OPERATION VILLE PROPRE : LES ORDURES NE SONT PAS TOUJOURS CELLES QUE NOUS VOYONS !	4 - 5
- NON A L'AUGMENTATION DU PRIX DU COURANT	5
- UN EMPLOYE DE MAISON MENACE DE RENVOI POUR AVOIR RECLAME LA PAIE DE SES HEURES SUPPLEMENTAIRES	6
- DES ROBINETS, D'ACCORD. MAIS IL FAUDRAIT BIEN QUE L'EAU Y COULE !	6
- LES FAUX AMIS DES TRAVAILLEURS	7
- AFFRONTLEMENTS INTER-ETHNIQUES A AKOUBE : LE POISON DE LA DIVISION ETHNIQUE CONTINUE DE TUER	7 - 8
- SONITRA EXPLOITEUR ! CNPS COMPLICE !	9 - 10
- LA MOBILISATION, LA SEULE ARME DES TRAVAILLEURS !	10 - 12
- LES RESPONSABLES DE LA CRISE FONT PAYER LA NOTE AUX POPULATIONS AFRICAINES	13 - 15

LES CLASSES PAUVRES N'ONT PAS D'ILLUSIONS À SE FAIRE SUR LES ELECTIONS PRESIDENTIELLES ANNONCEES.

Ca y est, le 29 novembre 2009 serait la nouvelle date pour des élections présidentielles qui devaient normalement se tenir depuis... 2005 ! A l'unanimité, les dirigeants du FPI, du RDR et du PDCI, se sont réjouis de l'annonce de cette nouvelle.

Mais eux-mêmes n'y croient qu'à moitié, sachant que depuis 2005 plusieurs dates ont successivement été avancées sans pour autant que ces élections se tiennent. Or à ce jour, les mêmes problèmes demeurent : à savoir, le désarmement des troupes et leur regroupement dans des casernes, la passation du pouvoir des « com'zones » aux préfets, l'unicité des caisses de l'Etat, etc. De plus, novembre 2009, c'est seulement dans 6 mois ! D'ici là, beaucoup de choses peuvent se passer.

Cela dit, l'engouement des différents hauts dignitaires et de leurs clans respectifs, est parfaitement compréhensible. Surtout, ceux dont les mains n'arrivent pas en ce moment à accéder à la mangeoire que constituent les caisses de l'Etat et qui rêvent de s'en approcher. Ils en connaissent tous le bon goût. Un dicton africain dit : « La bouche qui a tété n'oublie pas le goût du lait ». Ils ont tous tété lorsqu'ils étaient aux affaires. C'est pourquoi la pré campagne a déjà démarré.

La tenue effective des élections mettra-t-elle fin à la misère et à la souffrance de la grande majorité de la population ? Certainement pas ! On peut même affirmer sans se tromper que si élection il y a, cela ne changera en rien à la situation des pauvres !

Pourquoi ? Parce que les vrais problèmes, ce sont les bas salaires et la cherté de la vie, c'est la détérioration des conditions de travail pour ceux qui en ont un. Cela se traduit par de nombreux accidents notamment dans les chantiers de constructions d'immeubles où les travailleurs sont appelés à monter sur des échafaudages avec de simples sandales « tapettes » aux pieds. Dans les nombreux ateliers sordides, véritables bagnes de la production, qui ont poussé comme des champignons ces dernières années au sein des zones industrielles, les intoxications aux poussières chimiques nuisibles détériorent de façon irréversible la santé de nombreux travailleurs.

Pendant que certains s'usent à la tâche, d'autres voudraient bien trouver un emploi. Mais les patrons préfèrent faire faire beaucoup d'heures aux travailleurs, les contraindre même à venir le samedi, plutôt que de devoir embaucher du personnel supplémentaire.

Les usines n'embauchent plus depuis plus d'une dizaine d'années, les ouvriers sont réduits à être des perpétuels journaliers, les chantiers sont volatiles.

Une minorité de privilégiés s'enrichit dans ce pays au détriment de la grande majorité. L'avenir qu'ils laissent aux enfants des pauvres, c'est de devenir leurs domestiques en échange d'un peu de nourriture. Cireurs de chaussures, vendeuses au bord du trottoir, voilà les « métiers » qui prolifèrent dans cette Côte-d'Ivoire du troisième millénaire.

Les élections n'apporteront pas de solution à la grande précarité dans laquelle vit la grande majorité des travailleurs. Elles n'enlèveront pas le mépris et l'arrogance envers les pauvres de tous ces bourgeois ; qu'ils soient industriels, banquiers, entrepreneurs en bâtiment ou exploités de toute sorte.

Ces gens là s'enrichissent sur le dos des classes pauvres et ils ont surtout le soutien du gouvernement en place, quel qu'il soit, qui n'hésite pas à réprimer, frapper, mettre en prison ceux qui osent se révolter ; ceux qui osent relever la tête ; ceux qui n'en peuvent plus et qui entrent en lutte !

Les élections ne diminueront pas l'arrogance de ces gens du pouvoir. Dans leurs campagnes électorales, des gens comme Bédié et Ouattara osent se présenter aujourd'hui devant les populations pauvres, avec leurs larmes de crocodiles ! Ils mériteraient qu'on leur lance une chaussure à la figure ! Les travailleurs n'ont pas oublié les massacres, la xénophobie, le vent de barbarie qui a soufflé dans ce pays. Ils en portent pleinement la responsabilité autant que Gbagbo !

La tenue des élections ne changera pas le fait que les dirigeants des principales centrales syndicales, à savoir l'Ugtci, Dignité et la Fesaci, sont des relais de leurs maîtres qui se succèdent au pouvoir, qui, eux-mêmes, servent les intérêts des grands possédants.

Les dirigeants de la classe politique disent que l'élection d'un président au suffrage universel permettrait la réunification du pays et diminuerait la souffrance des populations du fait qu'elle résulte de cette division. Cela est faux et ils se gardent bien d'expliquer par l'effet de quelle baguette magique un tel résultat pourrait être obtenu. Ceux qui font croire une telle chose prennent les électeurs pour des naïfs. Les travailleurs n'ont aucune illusion à se faire quel que soit le nom du futur président qui montera au pouvoir. Parce que tous les candidats sont avant tout au service d'une même classe sociale, la classe des privilégiés.

L'objectif pour les travailleurs et les classes populaires, ce n'est pas de voter pour tel ou tel candidat des classes riches. Leur intérêt c'est de faire en sorte qu'il existe un jour un parti qui représente les intérêts des travailleurs. Un tel parti, composé et animé par les éléments les plus conscients des travailleurs, par les plus dévoués à leur cause est à construire. Il se donnerait comme tâche de diriger les luttes des travailleurs contre l'exploitation qu'ils subissent. C'est cela qui peut être porteur d'un véritable changement.

**NOUVELLE "TREVE SOCIALE" QUI EN DIT LONG
SUR LE MEPRIS DE LA CLASSE DIRIGEANTE ENVERS LA CLASSE LABORIEUSE**

Le 1^{er} Mai, lors des traditionnelles cérémonies organisées par la présidence, les hauts responsables des centrales syndicales du secteur privé, le patronat et le gouvernement ont présenté leur nouvel accord de "trêve sociale".

Ces messieurs se sont accordés pour que les employés du secteur privé restent bien tranquilles pendant les trois années à venir. Ils donnent ainsi des dispositions légales au patronat pour déclarer illégale toute grève pendant cette durée. Cet accord enchante tellement Gbagbo qu'il n'a pas manqué de dire aux syndicalistes du secteur public « Faites un effort aussi. Copiez sur ça et donnez nous 3 ans ».

En clair, tout "ce beau monde" aimerait que la classe ouvrière accepte de se serrer la ceinture encore plus.

Le salaire de l'ouvrier est aujourd'hui dépassé par le coût trop accéléré de la vie. Dans les familles de moins en moins d'enfants, même en ville, sont envoyés à l'école. Un vrai repas journalier est un luxe que les travailleurs offrent de plus en plus difficilement à leur famille durant tout le mois. Les ouvriers pour se rendre à leur lieu de travail et en revenir parcourent de longues distances à pieds ou y dorment carrément pour

économiser au moins le transport. Se soigner en cas de maladie, ou faire face au moindre imprévu est une catastrophe imparable.

Dans le même temps, les embauches sont rares et l'emploi de journaliers est devenu la règle générale. Des horaires et des conditions de travail contraignantes sont imposés aux ouvriers. Par ailleurs, les prix des produits de première nécessité ne sont soumis à aucun contrôle et varient à la hausse d'un jour à l'autre.

Dans ces conditions, la volonté manifeste des dirigeants syndicaux et du gouvernement de vouloir bâillonner les travailleurs pour les 3 ans à venir, montre tout le mépris qu'ils ont pour la classe laborieuse. Etant au service du patronat et donc de la bourgeoisie, ils veulent livrer à celle-ci, la classe ouvrière bras et pieds liés.

La misère toujours grandissante entraînera inmanquablement des explosions de colère au sein de la population. Espérons que quand cela arrivera, la classe ouvrière trouvera en son sein assez de ressources pour faire avaler à ces messieurs tout leur mépris et les accords dont ils se sont convenus à leurs dépens.

**OPERATION VILLE PROPRE :
LES ORDURES NE SONT PAS TOUJOURS CELLES QUE NOUS VOYONS !**

Il y a plus d'un mois, la Côte d'Ivoire a reçu la somme de 6 milliards pour le ramassage des ordures et l'embellissement de la ville d'Abidjan. Nous avons tous vu de jour comme de nuit des camions défilier pour débarrasser les communes de leurs ordures.

Cependant, à Abobo ce n'est pas le cas. Au début, la commune a eu droit à un semblant de ramassage. Et ensuite plus rien. Les montagnes d'ordures ont envahi les rues et trottoirs. Certains quartiers populaires comme Bokabo, Sagbé et bien d'autres n'ont pas été

nettoyés. Les populations de Sagbé ont déjà manifesté pour se faire entendre par la Mairie. Elles ont même interdit aux agents de la mairie d'encaisser les taxes dans leur quartier. Mais jusque-là rien n'a encore bougé. Or, avec la saison pluvieuse qui commence, ces populations sont exposées aux épidémies et autres maladies liées à la saleté telle que la fièvre typhoïde.

Dans ces quartiers, la pauvreté est telle que des enfants et des grandes personnes fouillent ces tas d'immondices à la recherche d'objets à récupérer ou à vendre pour pouvoir manger.

Le ministre de la "ville et de la salubrité" et le maire de la commune d'Abobo, tout ce monde, responsables du ramassage des ordures, ne font rien pour

les évacuer. Bien entendu, ils ont beau jeu de se rejeter la responsabilité. Selon la mairie, une société (Intercolor) qui aurait le contrat, après avoir encaissé l'argent, se serait révélée incompétente. En plus, depuis le mois d'avril, le contrat de ramassage qui lierait Intercolor à l'Anasur (Agence nationale de la salubrité urbaine), la structure qui donne les contrats de ramassage sous la tutelle du ministre Mel Théodore, aurait pris fin.

Toutes ces explications ne justifient en rien le non ramassage des ordures ménagères. Les vraies ordures dont il faut se débarrasser, ce sont le ministre, les maires et autres responsables chargés de la salubrité qui ne cachent pas leur grand appétit par rapport aux sommes qui sont affectées au nettoyage des quartiers.

NON A L'AUGMENTATION DU PRIX DU COURANT

Le ministre des mines et de l'énergie a annoncé une énième augmentation du coût de l'électricité. Ceci sera effectif à l'en croire, dans moins de trois mois.

La raison avancée cette fois-ci n'est pas l'augmentation du prix du pétrole mais plutôt la création d'une « brigade spéciale » chargée de « lutter contre les vols, les actes de vandalisme et les branchements anarchiques sur le réseau électrique ».

Pour ce ministre, la population doit payer plus cher pour que l'électricité soit de bonne qualité. Et bien voyons ! Ces gens sont prêts à raconter n'importe quoi pour taxer la population ! Autant dire que

ce ministre fait office de représentant commercial de Bouygues qui détient la majorité des actions de la CIE.

Bien sûr qu'il existe en Côte d'Ivoire une minorité de riches pour qui l'augmentation des prix de l'électricité n'a pas grande importance.

Mais pour la majorité de la population pauvre, cette augmentation serait un drame et une injustice. Avec les hausses des prix en cascade de ces deux dernières années et le blocage des salaires, cette mesure est révoltante.

Souhaitons que la colère de la population fasse avaler à ce ministre son envie d'augmenter le prix du courant.

L E U R S O C I E T E

UN EMPLOYE DE MAISON MENACE DE RENVOI POUR AVOIR RECLAME LA PAIE DE SES HEURES SUPPLEMENTAIRES.

Le plus souvent, il s'agit de jardiniers, cuisiniers, boys et filles de ménage. Ici, l'un de ces employés nous livre son témoignage. « Après avoir perdu mon emploi à la fonction publique en tant que cuisinier en 1993, j'en ai trouvé un autre chez un couple suisse à Marcory, propriétaire de l'une des usines qui fabrique du ciment. Lorsque le couple est en déplacement, il nous demande, malgré la présence des vigiles, de passer la nuit chez eux à cause du chien. Ces heures étaient considérées comme supplémentaires. C'est ainsi que nous laissons nos familles pour veiller sur le chien. Nous avons constaté que les heures supplémentaires n'ont pas été

comptabilisées le mois dernier. Nous avons donc demandé à nos employeurs pourquoi les heures supplémentaires ont été oubliées. Nous n'avons reçu aucune explication. Bien au contraire, nous avons été menacés de renvoi et traités d'ingrats par notre patron ! »

Ce sont ainsi des milliers de travailleurs qui sont victimes de la rapacité de leurs patrons. Tant que les travailleurs resteront isolés les uns des autres, les patrons auront toujours la force de les menacer, les piétiner et les traiter comme ils veulent. Il faudra bien que les travailleurs mettent un jour fin à cette injustice.

DES ROBINETS, D'ACCORD. MAIS IL FAUDRAIT BIEN QUE L'EAU Y COULE !

En début du mois de mai, l'Etat déclarait disposer de 14 milliards qui permettraient à 22 mille ménages de se connecter au réseau de la Sodeci. Ce qui leur permettrait d'avoir de l'eau potable chez eux. La cérémonie de lancement a eu lieu, en grande pompe, à Yopougon en présence de Gbagbo. Il a même déclaré aux populations présentes ceci : « Vous m'avez élu, je vous envoie de l'eau à la maison ». Au bout de 10 ans de pouvoir il découvre que beaucoup de gens n'ont pas d'eau potable à la maison ! Quelle rapidité !

Et toutes les manifestations des populations contre les multiples coupures

d'eau de la Sodeci, les a-t-il vues ? En effet, voici plus de six mois que dans les quartiers d'Abobo et de Yopougon, les populations sont privées d'eau. Comme à la campagne, des femmes doivent se réveiller à 4 heures pour aller chercher de l'eau dans les quartiers où l'eau coule dans les robinets. Certaines passent toute la journée à la recherche de l'eau. L'Etat et la Sodeci ne font rien pour trouver une solution à ce problème qui n'a que trop duré. Car en effet, ce n'est pas tout d'avoir une connections à la Sodéci. Encore faut-il que l'eau arrive réellement chez les gens qui payent pour ça et qu'elle soit à la portée des petites bourses.

L E U R S O C I E T E

LES FAUX AMIS DES TRAVAILLEURS

Interrogé sur la pauvreté dans laquelle s'enfoncent les travailleurs, Adé Mensah, le secrétaire général de l'Union Générale des Travailleurs de Côte d'Ivoire (UGTCI) répond hypocritement que « *c'est un véritable paradoxe* » car dit-il, « *en dépit du contexte économique et social difficile où les salaires des travailleurs n'ont connu aucune hausse, le train de vie de certaines personnes reste extrêmement élevé, narguant à la limite les pauvres populations. C'est d'ailleurs pourquoi,* continue-t-il dans ses propos, *il aurait demandé la revalorisation du SMIG, parce qu'on n'a pas le choix car la pauvreté prend des proportions inquiétantes* ». Voilà les propos de ce monsieur. Il y a du vrai là-dedans. Mais entre ce qu'il dit et ce qu'il fait en tant que dirigeant du principal syndicat des travailleurs de ce pays, il y a un fossé.

Quand il parle de « *certaines personnes* », à qui fait-il allusion? Ce sont avant tout, ces patrons qui s'enrichissent en exploitant les travailleurs. C'est avec

ces gens-là que Adé Mensah et ses homologues des autres centrales syndicales ont signé une sorte de pacte de non agression baptisé «une trêve sociale» de «trois ans». Ils l'ont fait au nom de tous les travailleurs du privé à qui bien entendu ils n'ont pas demandé leur avis.

Adé Mensah parle du Smig qui doit être revalorisé ? Mais de combien donc ? Il reste dans le vague. Il s'est mouillé auprès du patronat et du gouvernement en leur promettant une trêve sociale mais il ne veut surtout pas se mouiller auprès des travailleurs pour dire qu'il faut que l'ensemble des salariés se mobilisent pour obtenir ce qui est nécessaire, pour rattraper ce qu'ils ont perdu comme pouvoir d'achat face à l'augmentation incessante du coût de la vie. Mais aider les travailleurs à s'organiser pour arracher des revendications n'est visiblement pas l'objectif ni d'Adé Mensah ni de ses compères. Ils sont plus proches des patrons que des travailleurs.

AFFRONTEMENTS INTER-ETHNIQUES A AKOUE : LE POISON DE LA DIVISION ETHNIQUE CONTINUE DE TUER

Depuis le 13 mai des affrontements ont lieu entre communautés Attié et Dioula à Akoupé. Déjà on dénombre une quarantaine de blessés dont 22 par balles. Des maisons et des magasins ont été détruits, des barrages ont été posés ici et là. Ces affrontements ont été causés par la mort d'un élève d'origine Attié. Surpris sur un toit vers deux heures du matin, quelqu'un a tiré sur lui et causé sa mort. Cela s'est passé dans le quartier dioula. Cet événement dramatique qui ne devait être qu'une affaire criminelle a dégénéré pour

se transformer en un conflit ethnique. Ce n'est pas la première fois que de tels affrontements ont lieu dans cette région comme dans bien d'autres du pays. Le problème c'est que cela continue. Cela prouve que le venin de la division ethnique distillé dans le temps dans la population par les différents politiciens est toujours latent. On a encore en mémoire les massacres de Guitrozon et Petit Duékoué, ceux qui ont eu lieu à Abobo ou bien les affrontements entre Bétés et baoulés à Gagnoa, pour ne citer que ceux là. Il n'y a pas encore longtemps, la

L E U R S O C I E T E

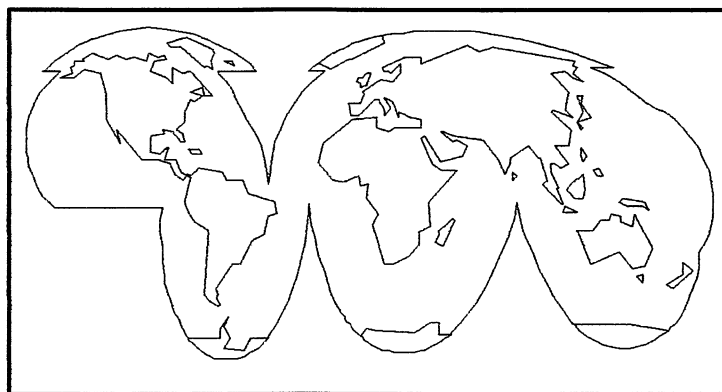
haine et la peur étaient les sentiments les plus répandus. Il suffit d'un incident pour que les esprits s'échauffent et que les vieilles rancœurs resurgissent.

Avec les élections qui approchent, les politiciens démagogues ne vont pas se gêner pour user et abuser de ces sentiments et préjugés pour grappiller des voix. C'est immonde !

L'ethnisme est un poison dont se servent les ennemis des pauvres pour parvenir au pouvoir ou pour obtenir

quelques privilèges. Pour cela, ils sont prêts à mettre de l'huile sur le feu quitte à ce que cela se traduise par un bain de sang entre pauvres. L'ethnisme affaiblit les travailleurs du fait qu'ils sont divisés face au patronat qui les exploite.

Dans cette voie sans issue, ce sont toujours les pauvres qui sont les perdants. Voilà pourquoi ils doivent donc combattre en leur sein tout communautarisme basé sur l'ethnisme et favoriser la solidarité entre pauvres sans distinction ethnique ou religieuse.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS**UNISSONS-NOUS !**

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

SONITRA EXPLOITEUR ! CNPS COMPLICE !

Un bras de fer oppose depuis quelque temps les patrons de la SONITRA à ses travailleurs sur le chantier SONITRA / CNPS au Plateau rue du commerce. En effet les patrons n'ont pas hésité à faire remplacer tous les ouvriers par de nouveaux, en espérant ainsi régler l'affaire par la force. Non satisfaite, la Sonitra a même fait arrêter par la police, les délégués et les principaux responsables syndicaux chargés de la défense des travailleurs. Mais les travailleurs n'entendent pas se laisser intimider. Ainsi deux semaines après le début du mouvement, la mobilisation reste intacte !

Sur ce chantier, les dirigeants de la Sonitra refusent de respecter le minimum de droits légaux des travailleurs, à savoir : la déclaration à la CNPS (Caisse Nationale de Prévoyance Sociale), le respect des taux horaires, le paiement réglementaire des heures supplémentaires ou des heures de nuit, etc. Pour être à l'abri de toute poursuite judiciaire, la Sonitra se réfugie derrière des « tâcherons » qui font office d'employeurs des ouvriers de ce chantier, eux-mêmes sont à peine mieux lotis que les ouvriers qu'ils emploient.

La CNPS est un organisme qui est censé veiller au respect de la législation sociale en matière d'accidents de travail, d'hygiène et de sécurité sur les lieux de travail, de retraite des travailleurs, etc. Il serait bien qu'elle commence par appliquer cette règle elle-même.

Sur ce chantier, les ouvriers travaillent avec des sandales, voire pieds nus ! Ils montent sur des échafaudages de plus de 20 mètres de hauteur sans même un simple filet de sauvetage ni de

garde-fou. La direction de la Cnps n'est pas sans ignorer toute cette réalité. Elle a d'ailleurs, elle-même, un responsable de chantier sur place ! De plus, tout se passe au nez et à la barbe de hauts représentants de la Cnps présents tous les jours sur le chantier, sans qu'ils daignent lever le petit doigt.

Ce qui a d'ailleurs déclenché le mouvement, c'est que la Sonitra a refusé quelques semaines auparavant de reconnaître un travailleur comme accidenté du chantier alors qu'il a fait une chute de plusieurs mètres et s'est brisé le bras. Les travailleurs se sentant tous concernés par cette situation, ont immédiatement constitué une délégation pour réclamer à la Sonitra, la signature de contrats directs incluant le paiement des droits de fin du chantier, la reconnaissance de tous les travailleurs par la société, le paiement des heures supplémentaires et des heures de nuit ainsi que le paiement de primes diverses.

Une rencontre fut à cet effet organisée le 21 Avril dernier à l'Inspection du travail où la direction de la Sonitra a pris l'engagement de payer ce qu'elle devait aux travailleurs et de leur faire signer des contrats en bonne et due forme.

Après plusieurs jours d'attente, la société, loin de payer les arriérés qu'elle devait, loin de faire signer les contrats convenables, a préféré tout contourner en envoyant des contrats bidon qui ne portaient même pas son cachet ! C'étaient encore une fois des papiers qui ne valaient rien ! La grande majorité des travailleurs ont refusé catégoriquement de prendre ce bout de papier.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Les travailleurs ont alors marqué un arrêt de travail pour réclamer le respect des engagements pris par la direction devant l'inspecteur du travail. La Sonitra, au lieu de résoudre le problème a opté pour la répression en envoyant la police pour mater les grévistes.

Elle a par ailleurs recruté plusieurs travailleurs « jaunes », des casseurs de grèves, pour remplacer les ouvriers grévistes, sous la protection de la police. Par ailleurs, une dizaine de grévistes ont été arrêtés par les « forces de l'ordre », dont des responsables du syndicat des travailleurs du bâtiment engagés dans la lutte. Ils ont tous été enfermés durant 6 jours à la Préfecture et 4 d'entre eux ont été ensuite déferés à la Maca, en attendant le procès.

A l'heure où nous écrivons cet article, la mobilisation reste toujours forte. Les travailleurs continuent à mettre la pression sur l'Inspection du travail qui est, soit dit en passant, un repaire de corrompus. Des actions éclair de collages d'affichettes ont aussi été menées au siège de la direction de la Cnps au plateau.

Par leur mobilisation, les ouvriers entendent, non seulement, continuer à défendre leurs intérêts mais aussi donner un signal fort à la Sonitra. L'arrestation arbitraire et l'emprisonnement à la Maca de leurs camarades ne leur feront pas baisser les bras. La lutte continue !

LA MOBILISATION, LA SEULE ARME DES TRAVAILLEURS !

Les travailleurs sont déterminés à tenir tête à la Sonitra, l'une des plus grosses entreprises du bâtiment et des travaux publics en Côte d'Ivoire.

La police a arrêté des travailleurs grévistes et des responsables syndicaux en espérant casser leur mouvement. Mais malgré le manque de moyens financiers auxquels ils sont confrontés, étant donné qu'ils ne travaillent pas depuis plusieurs jours, les travailleurs restent fortement mobilisés et n'entendent pas baisser les bras. Voici quelques exemples des actions qu'ils mènent sur le terrain.

Démarches pour la libération de leurs camarades

Une fois leurs camarades envoyés à la préfecture de police pour être enfermés, les travailleurs ont

immédiatement entamé des démarches en vue de leur libération.

Une Assemblée Générale s'est tenue sur place à la préfecture de police pour la coordination de toutes ces démarches. Ce jour là, nous étions plus d'une centaine de travailleurs. Un groupe a été chargé de contacter certaines personnalités politiques influentes de leurs connaissances. C'est par exemple ainsi que le chef de village de Mama a été contacté. Ce dernier étant en même temps « conseiller » auprès du président ; Les contacts sont montés jusqu'à Lida Kouassi, ex-ministre d'Etat chargé de la défense et proche de Gbagbo. Un autre groupe était chargé de rencontrer certaines autorités policières et judiciaires. Pendant ce temps, un autre groupe était resté sur place devant la préfecture de police.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Leurs tâches étaient d'assurer l'approvisionnement en nourriture et mettre la pression sur les policiers pour qu'ils ne touchent pas à leurs camarades. Ils s'occupaient aussi de garder par la même occasion le contact entre ceux qui sont détenus et ceux qui sont dehors. Cette démarche était nécessaire et montrait toute la solidarité des travailleurs.

Actions à la CNPS

Après une semaine de fermeture du chantier, la direction de la SONITRA et la direction de la CNPS ont conjointement décidé de la réouverture du chantier sans pour autant avoir résolu le problème qui les opposait aux travailleurs. C'était là une manière pour eux de court-circuiter les travailleurs grévistes en les faisant remplacer par d'autres travailleurs. Les travailleurs, eux ne l'entendaient pas de cette oreille. Car, non seulement la Sonitra n'a pas payé leurs « droits », mais en plus, quatre de leurs camarades emprisonnés n'ont pas été libérés. Et maintenant voilà qu'eux-mêmes se retrouvent sur le carreau.

Devant cette situation, les travailleurs ont ensemble cherché les actions à mener pour marquer rapidement des points. L'objectif étant l'arrêt du chantier. C'est ainsi que l'idée de manifester bruyamment devant la direction de la CNPS est venue. Elle est située en plein centre des affaires. Les risques de se faire arrêter ou bastonner par la police sont réels. Les travailleurs étant très bien placés pour savoir à quel point la police est au service des intérêts des riches. Et pour cause ! Oui, dans ce pays, il suffit qu'un patron appelle un des hauts dignitaires de l'appareil d'Etat pour

que la machine de répression se mette en action contre les travailleurs.

Il fallait donc agir sans se faire prendre par la police. Ce qui a été décidé, c'est une action d'éclat. C'est ainsi qu'une vingtaine d'affichettes en format A3 ont été confectionnées sur place, sur lesquels on pouvait lire « Sonitra voleur ! », « Sonitra exploiteur ! », « Cnps complice ! », « fermez le chantier ! », « libérez nos collègues à la Maca ! », « payez nos droits ». L'objectif était de se présenter devant les bureaux de la Cnps par surprise, en brandissant les affichettes pour que tout le monde les voient, tout en faisant du bruit et ensuite de les coller partout sur la façade de la CNPS. Tout cela en dix minutes. Les travailleurs avaient pris le soin de marquer un arrêt un peu plus loin, avant d'arriver sur les lieux, pour positionner les bouts de scotch sur les papiers afin de gagner du temps au collage. Il faut dire que plusieurs travailleurs encore hantés par l'arrestation brutale de leurs collègues avaient peur. C'est donc seulement une dizaine qui a participé à la première action. Ils sont revenus retrouver leurs collègues regonflé après cette action. Le second jour, ils ont remis ça. Cette fois là, remotivés, les travailleurs étaient une vingtaine, avec plus de 30 affichettes collées. Le troisième jour, ils étaient plus d'une trentaine à participer à cette action.

Même si finalement l'objectif de cette action qui était l'arrêt du chantier n'a pas encore été atteint, il faut dire qu'elle a contribué non seulement au ralentissement du chantier mais a semé le doute chez les patrons et regonflé les travailleurs. Et ils n'ont pas encore dit leur dernier mot.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Action à l'inspection du travail

Il était question que l'inspecteur du travail en charge du dossier produise le procès verbal de la rencontre de règlement qu'il y a eu entre d'une part les travailleurs et leur syndicat et d'autre part la direction de la SONITRA et ses tâcherons qui avait eu lieu le 21 avril.

Il était donc question que les travailleurs entrent en possession de ce document pour que la SONITRA leur paye ce qu'elle leur doit. Ce même document, les travailleurs voulaient s'en servir comme pièce justificative pour la libération de leurs camarades incarcérés.

Or l'inspecteur corrompu n'avait justement pas fait son travail. A combien a-t-il été payé pour ça ?

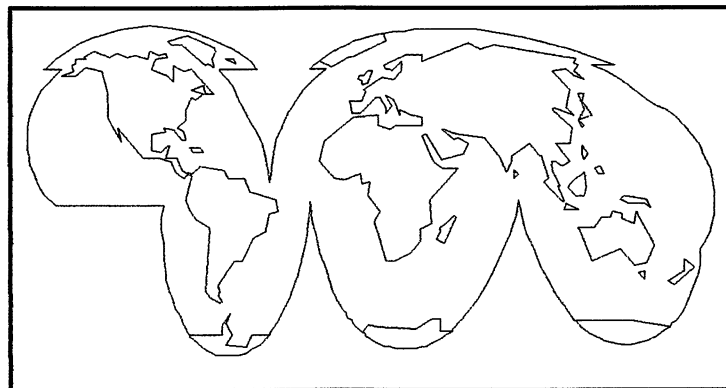
Les travailleurs s'en sont rendus compte lorsqu'ils sont allés le voir. C'était le 13 mai, donc deux semaines après la rencontre. Cela a provoqué leur colère. L'inspecteur leur a alors promis que le PV

leur sera remis dans l'après midi à 15 heures.

Jusqu'à 17 heures, l'inspecteur n'était pas encore arrivé. Il pensait que par ce genre d'agissement, il parviendrait à décourager les travailleurs. Or c'était mal les connaître. Et mal mesurer leur détermination. La pression a été mise sur le directeur de l'inspection. C'est ainsi que l'inspecteur est arrivé vers 18 heures.

Là, la colère des travailleurs a éclaté en prenant connaissance du PV qu'il leur a présenté. Il n'y figure absolument aucun des engagements qu'avait pris le patron. De plus, il refuse de remettre même ce papier aux travailleurs. Là, ceux-ci l'ont proprement saisi par le col et l'ont tiré par sa cravate. Ils l'ont accusé de tous les noms de vendus. Un travailleur lui a aussi arraché le PV en question. L'inspecteur ayant pris peur, a promis de revoir sa copie. Là-dessus, les travailleurs lui ont lancé à la figure son papier bidon et ont quitté les lieux furieux !

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

**LES RESPONSABLES DE LA CRISE
FONT PAYER LA NOTE AUX POPULATIONS AFRICAINES.**

Un rapport du FMI daté du 25 Avril prévoit la baisse de la croissance des pays de l'Afrique subsaharienne de l'ordre de 4% causée par une baisse des exportations, par la diminution des transferts d'argent à destination du continent et par la chute des prix des matières premières extraites en Afrique. Le continent n'échappe pas au ralentissement économique mondial consécutif à la crise financière partie des Etats-Unis d'Amérique.

Des fermetures de mines et d'usines sont annoncées un peu partout sur le continent, pouvant paraître, faire chuter de 40% les exportations entre 2009 et 2010. Les travailleurs des secteurs touchés seraient et dans une certaine mesure, sont déjà, les premières victimes en terme de perte d'emploi et donc de revenus. En temps « normal » c'est-à-dire sous le soleil radieux du capitalisme ordinaire pas en crise, chaque travailleur fait vivre avec son maigre salaire de nombreuses personnes. Eh bien ce seront autant de victimes nouvelles qui vont basculer dans la pauvreté et à la misère. L'impact de la crise sur les économies africaines et sur les populations serait tel que le nombre de pauvres (ceux qui vivent avec l'équivalent de 1,25 dollar par jour) va, selon les prévisions du FMI, augmenter de 10% pour atteindre 550 millions de personnes, c'est-à-dire plus de la moitié pour ce continent qui en compte à peu près un milliard. La détresse qui découle de cette situation est énorme puisqu'il ne se passe pas de semaine sans que l'on apprenne que des centaines de personnes ont tenté de fuir leur condition en se jetant à la mer à bord d'embarcations de fortune, dans l'espoir de trouver un travail ailleurs. Ce sont en général les moins affaiblis qui « tentent

l'aventure » et de leur réussite dépend la survie de nombreux proches qui n'ont d'autre choix que celui de compter sur le secours de ceux qui partent.

En ce début du troisième millénaire, au moment où on dit que les moyens de production actuels sont en mesure de produire de quoi nourrir douze milliards d'habitants, c'est-à-dire pratiquement le double de la population actuelle de la planète, il est pour le moins scandaleux que l'organisation de la société, le système actuel, ne soit pas capable d'assurer ne serait ce que les besoins les plus élémentaires des êtres humains.

Les dirigeants africains demandent aux grandes puissances et aux instances financières relevant du ressort de celles-ci, de débloquer des fonds pour secourir les banques et les Etats africains. Tous en ont urgemment besoin étant donné qu'avec la baisse des exportations, les rentrées en devises sous forme de taxes et de recettes douanières ont commencé à baisser et vont certainement dégringoler au fur et à mesure que le tsunami de la crise aura produit ses ravages sur le continent.

Pour certains pays, ces ravages ont largement commencé. Au cours des dix derniers mois, le rand sud-africain a subi une dépréciation de 23% par rapport au dollar, sur fond de dégringolade boursière à Johannesburg. Le gouvernement s'attend à une hausse importante du chômage officiellement établi à 23%, mais estimé à 35% de la population active. La République Démocratique du Congo est également en proie à des difficultés : le prix de la tonne de cuivre dont il est le premier producteur mondial, qui avoisinait 8000 dollars avant la crise, n'en vaut plus que

4000 aujourd'hui. Le Nigeria dont une grande partie des ressources provient du pétrole et du gaz, connaît d'énormes difficultés depuis qu'avec la crise les cours mondiaux de ces produits ont chuté. Les rentrées en devises de ce pays ont diminué d'autant ; à cela s'est ajouté la baisse des transferts d'argent des travailleurs migrants. Conséquence : le naira a chuté de 26% en un an par rapport au dollar.

Les dirigeants africains ont raison lorsqu'ils disent que l'Afrique n'a pas à être la « victime collatérale » d'une crise dont elle n'est nullement responsable. Mais en réalité ces dirigeants sont surtout soucieux de leur sort et de celui de leur régime. Ils savent que l'aggravation de la pauvreté devient synonyme d'émeutes contre leur pouvoir puisque celui-ci est basé sur les injustices que tous ces dirigeants font subir à l'immense majorité de la population. Ils n'hésitent pas à brandir cette menace qui pèse sur eux parce qu'ils savent qu'elle est source d'instabilité et donc préjudiciable à la bonne marche des affaires des trusts capitalistes. Et puis la banqueroute des banques et des Etats africains ne constitue pas une bonne chose pour les carnets de commande des grandes sociétés américaines ou européennes. Ce sont elles qui construisent et entretiennent les ports et les autoroutes ; ce sont elles qui assurent les grands travaux d'infrastructures dans les villes. Si les caisses des Etats se vident, cela ne fait pas non plus les affaires des sociétés qui fabriquent des armes car ce sont les Etats qui constituent l'essentiel de leur clientèle.

Les dirigeants des grandes puissances savent cela parce qu'ils sont sensibles aux intérêts de leurs trusts et des grands capitalistes qui en sont propriétaires. C'est pourquoi à travers le FMI et la Banque Mondiale ils accordent de temps en temps, surtout lors des

sommets mondiaux du G8 ou du G20, quelques milliards sous forme d'« aide au développement » des pays pauvres. En réalité ils en font beaucoup moins que ce qu'ils disent lors de ces grandes messes parce qu'au bout du compte on s'aperçoit que le décaissement effectif des sommes annoncées a rarement lieu dans son intégralité. Il est à craindre qu'en cette période de crise, la « générosité » des grandes puissances risque de se réduire comme une peau de chagrin étant donné que les liquidités dont elles disposent vont aller en priorité en direction de leurs capitalistes réciproques.

Alors les instances financières internationales et derrière elles les grandes puissances, vont probablement serrer encore plus la vis, c'est-à-dire imposer des coupes sombres dans les budgets des Etats. Au bout du compte cela se traduira par une aggravation des conditions de soins dans les hôpitaux publics, cela se traduira aussi par le développement de l'analphabétisme et de l'ignorance. Le développement des maladies, l'impuissance face à la souffrance, l'état de dénuement, l'ignorance, tout cela représente un ensemble de facteurs qui constituent un terrain fertile pour la montée de la sorcellerie et des croyances de toutes sortes. L'ethnisme et le tribalisme, qui font des ravages sur le continent, peuvent en faire encore plus avec le développement de la misère matérielle sur le continent africain car c'est elle qui à son tour engendre la misère morale qui constitue le soubassement de ces fléaux. La période à venir est lourde de ce genre de menace.

Selon certains journaux, les Etats africains vont procéder à une dévaluation de leur monnaie pour essayer de favoriser l'exportation de leurs produits. Les pays de la zone CFA seraient concernés par cette dévaluation. La

précédente dévaluation de cette monnaie, effectuée il y a 17 ans, avait eu des conséquences catastrophiques parce qu'elle s'était traduite par la flambée des prix alors que les salaires et les autres revenus des classes pauvres étaient restés inchangés. La nouvelle dévaluation, si elle a lieu, se traduira par le développement de la famine car actuellement elle sévit déjà dans beaucoup d'endroits.

Cependant tous les gens ne sont pas logés à la même enseigne. Depuis près d'un demi siècle que la plupart des pays africains ont accédé à l'indépendance, les dirigeants, leurs proches et les clans qui ont occupé les places importantes, se sont considérablement enrichis en détournant l'argent public. Une partie de leurs richesses se trouve en Afrique, mais ce n'est un secret pour personne qu'une partie non négligeable a été placée en lieu sûr ailleurs dans le monde. Les ministres africains des Finances ont pour la première fois évoqué cette réalité dans un document récemment remis au G20 destiné à attirer l'attention des grands de ce monde. En voici un extrait : « Les milliards de dollars représentant la valeur des richesses volées au continent, y compris les fonds des emprunts détournés et sortis frauduleusement, sont placés en banque dans des institutions financières occidentales et dans les paradis fiscaux ». De telles pratiques sont choquantes surtout lorsqu'on sait que ces sommes sont prélevées sur la sueur et le sang de millions de déshérités à travers

le continent. Les grands de ce monde n'ignorent pas cet état de chose car ce sont précisément « leurs » capitalistes qui pratiquent la corruption et versent de pots de vin en échange de la signature des contrats juteux qu'ils décrochent. Avec la crise, la compétition entre les trusts va s'exacerber et ce genre de pratique n'est pas prêt de s'arrêter.

L'Afrique n'est pour rien dans cette crise mais ce continent n'échappe pas à ses conséquences désastreuses car l'économie est planétaire. Partout dans le monde les travailleurs payent les conséquences de cette crise sous forme de chômage, de perte de pouvoir d'achat, sous forme d'aggravation des conditions de travail pour ceux qui en ont, sous forme de dégradation des services publics, de l'accès aux soins et à l'éducation et la liste est longue. Dans les pays industrialisés où la classe ouvrière représente une force très importante, de nombreux travailleurs sont en lutte pour refuser d'être sacrifiés sur l'autel des profits capitalistes. Les travailleurs des pays d'Afrique ont les mêmes intérêts que ceux de leurs frères des autres pays. C'est pourquoi ils ont tout à gagner à se joindre à leurs combats. Tous ensemble les travailleurs représentent une force bien supérieure à celle de cette minorité de capitalistes qui les exploite aux quatre coins de la planète. C'est tous ensemble que les travailleurs auront la force de balayer ce système malade et en crise pour le remplacer par un autre plus juste, basé sur la satisfaction des besoins de tous.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation